



Groupe local 78



Comité local du MRAP
de Saint-Quentin-en Yvelines et environs



Communiqué de presse

31 octobre 2023

GAZA : CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT !

Les attaques terroristes du 7 octobre contre Israël par le Hamas ont été **fermement condamnées** par nos trois organisations.

Les appels au cessez-le-feu venus du monde entier, tel celui d'**Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU**, ont été vains.

L'hystérie l'emporte sur la raison, par la confusion entretenue entre le Hamas et le peuple de Gaza obligé de vivre dans cette prison à ciel ouvert. Israël, en se réclamant du droit à se défendre, a profité de l'indignation mondiale pour mener une politique de vengeance au détriment de toute idée de justice.

Le 27 octobre, le gouvernement israélien a décidé d'intensifier les bombardements sur la bande de Gaza et d'engager des attaques terrestres de grande ampleur et de longue durée. C'est une guerre contre le peuple palestinien que Netanyahu est en train de mener, avec la punition collective qu'il inflige aux 2,4 millions de Gazaouis.

L'injonction qu'il a lancée à plus d'un million de personnes de quitter le nord de Gaza, pour laisser entrer l'armée israélienne est absurde, inapplicable et contraire au droit international. Aucune mesure de protection réelle des habitants n'est envisagée. Le blocus de la bande de Gaza empêche l'accès à l'eau, aux soins et à la nourriture. Toutes les communications ont été coupées. Le nombre de morts, estimé à plusieurs milliers, ne cesse de s'accroître.

Nous condamnons avec fermeté les bombardements contre la population palestinienne et le blocus de la bande de Gaza.

Aussi nous appelons :

- au cessez-le-feu immédiat
- à la libération de tous les otages
- au respect de la convention de Genève pour la protection des civils, des membres de l'aide humanitaire, des blessés et des prisonniers de guerre
- à faire cesser le déplacement forcé des populations de Gaza
- à la mise en place en urgence d'un corridor humanitaire sans entrave
- à mettre fin au blocus de Gaza
- à ce que, sous l'égide des Nations Unies dont la légitimité ne doit plus être bafouée, s'ouvrent des négociations, entre les peuples et les pays de la région concernés par le conflit, afin de remettre à l'ordre du jour la solution à deux États, préconisée notamment par les accords d'Oslo, pour une paix juste et durable.